

## SMIRTOM DU SAINT-AMANDOIS

### EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS BUREAU SYNDICAL du 26 novembre 2013

L'an deux mil treize, le 26 novembre à neuf heures trente, le bureau syndical du SMIRTOM du Saint-Amandois s'est réuni sous la présidence de Monsieur Bernard JAMET, président.

Date de la convocation : 18 novembre 2013

Nombre de membres : Nombre de membres : 13

Présents : 10

Pouvoir : 0

Absents, excusés : 3

---

#### Présents

---

COMMUNAUTE DE COMMUNES DU CŒUR DE FRANCE : Monsieur Bernard JAMET

COMMUNAUTE DE COMMUNES ARNON BOISCHAUT CHER: Messieurs Christian FAUCHER, Jean GUILLOT

COMMUNAUTE DE COMMUNES DES PORTES DU BERRY ENTRE LOIRE ET VAL D'AUBOIS: Messieurs Michel POUILLARD, Olivier HURABIELLE

COMMUNAUTE DE COMMUNES DES TERRES DU GRAND MEAULNES : Monsieur Dominique DUBREUIL

COMMUNAUTE DE COMMUNES DES TROIS PROVINCES : Monsieur Richard KOWALYSZIN

COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE NERONDES : Messieurs Robert BELLERET, Thierry PORIKIAN

COMMUNAUTE DE COMMUNES BOISCHAUT MARCHE : Monsieur André THOMAZON

---

#### Absents, excusés

---

COMMUNAUTE DE COMMUNES DES TROIS PROVINCES : Monsieur Michel MONSEAU

SIVOM SANCERGUES SAINT MARTIN DES CHAMPS : Monsieur Jean- Luc CHARACHE

COMMUNE DE LUGNY CHAMPAGNE : Monsieur Régis DU FAYET DE LA TOUR

# BUREAU SYNDICAL

## SMIRTOM DU SAINT AMANDOIS

### Séance du 26 novembre 2013

Délibération n° 2013-DB00018

#### ***FILIERE AMEUBLEMENT : ECO-MOBILIER***

Eco-mobilier est l'éco organisme agréé par le ministère de l'Ecologie depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2013.

Il prend en charge les obligations des fabricants et distributeurs de mobilier, dans le cadre du décret du 6 janvier 2012, relatif à la gestion des Déchets d'Eléments d'Ameublement (DEA).

Avec la mise en place de l'éco participation visible sur tous les meubles neufs au 1<sup>er</sup> mai 2013, les professionnels du secteur (fabricants, distributeurs, importateurs, agenceurs, artisans, mais aussi professionnels de l'immobilier, bailleurs sociaux...) participent au financement de cette filière de collecte, tri et de recyclage des gisements DEA.

L'objectif fixé par les pouvoirs publics est d'atteindre 45% de recyclage et de réutilisation fin 2015 et de 80% de valorisation pour fin 2017 afin de réduire la mise en enfouissement à 20% maximum.

La collecte des DEA s'appuiera sur le réseau des déchetteries déjà en place sur tout le territoire du SMIRTOM et sur les points de dépôts complémentaires (bennes de 30m3) qu'Eco-mobilier pourra mettre en place à titre gratuit selon la convention choisie.

Pour mener à bien cette mission, Eco-mobilier propose aux collectivités deux types de contrats résiliables par la collectivité à tout moment avec un préavis de six mois :

► **Le Contrat Territorial de Collecte du Mobilier (CTCM) dite opérationnelle** : ce contrat permet à la collectivité, de confier la collecte et le traitement des éléments d'ameublement à Eco-mobilier, en mettant en place une collecte séparée du mobilier dans les déchetteries.

**Dans le cadre de ce contrat, Eco-mobilier s'engage à:**

- Organiser l'enlèvement et le traitement des DEA collectés séparément.
- Calculer et verser les soutiens financiers à la collectivité.
- Accompagner les opérations de communication de la collectivité.
- Fournir à la collectivité les données statistiques sur le recyclage et le traitement des DEA.
- Faciliter, en accord avec la collectivité, l'accès au gisement des structures de l'économie sociale et solidaire.

**De son côté, la collectivité s'engage à :**

- Permettre la mise en place de la collecte séparée sur un minimum de 50% des tonnages de DEA.
- Assurer la déclaration des tonnages et fournir les justificatifs.

► **La Convention financière** de soutien à la gestion des DEA : cette convention propose de soutenir financièrement la collectivité pour la collecte et le traitement des DEA non collectés séparément.

**Dans le cadre de ce contrat, Eco-mobilier s'engage à:**

- Mettre en place un soutien financier afin de contribuer au financement de la collecte et du traitement des DEA.

**De son côté, la collectivité s'engage à :**

- Déclarer les tonnages collectés et les exutoires, à chaque fin de trimestre civil pour bénéficier des soutiens.

Après en avoir délibéré, le bureau syndical décide de s'engager dans cette démarche et autorise le président à signer le Contrat Territorial de Collecte du Mobilier qui prendra effet à compter du 2<sup>ème</sup> semestre 2014.

La délibération est votée à l'unanimité.

POUR EXTRAIT CONFORME

Le président,

Bernard JAMET